

CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

Rapport de la IV^e Plateforme Sahel Atelier sur la promotion de la paix au Sahel

Dakar, 2 - 3 mai 2017

Auteurs

Abdoulaye Bâ
Sarah Franck



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة جنيف



Rapport de la quatrième Plateforme Sahel Dakar, Sénégal, 2 et 3 mai 2017



Auteurs Abdoulaye Bâ, Sarah Franck

Traduit par Khadidja Neggazi

Fondation Cordoue de Genève, 2017

Fondation Cordoue de Genève

Case postale 360

CH – 1211 Genève 19

Tel: +41 (0) 22 734 15 03

Fax: +41 (0) 22 734 10 34

info@cordoue.ch

www.cordoue.ch

Atelier sur la promotion de la paix au Sahel,

Dakar, Sénégal

2-3 mai 2017

Auteurs : Abdoulaye Bâ, Sarah Franck

Traduit par : Khadidja Neggazi

Ce rapport peut être consulté en ligne sur www.cordoue.ch

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues des contributeurs, et pas nécessairement celles de la Fondation Cordoue de Genève

Table des matières

Résumé.....	4
I. Contexte et discussions	5
Nigéria.....	5
Tchad.....	5
Mali	6
Mauritanie	8
Sénégal	9
II. Avancement des projets et prochaines étapes.....	9
Nigéria.....	9
Tchad.....	10
Mali	10
Mauritanie	12
III. Recommandations	12

Résumé

La Fondation Cordoue de Genève (FCG), en collaboration avec la Division Sécurité humaine du Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE), ont organisé, du 2 au 3 mai 2017, à Dakar (Sénégal), la quatrième Plateforme Sahel.

Vingt-huit participants de Mauritanie, du Mali, du Nigéria, du Niger et du Tchad y ont pris part. Ont également participé, à titre d'observateurs, deux personnalités réputées en matière de suivi du paysage religieux et socio-culturel au Sénégal, pays hôte. Cette quatrième Plateforme Sahel a également été marquée par la participation active d'un leader de haut rang d'une grande tribu azawadienne, venu spécialement de Kidal pour cette rencontre.

La cérémonie d'ouverture a été enrichie par une importante allocution de SE l'Ambassadeur de Suisse au Sénégal, responsable des relations bilatérales également pour le Cap-Vert, la Gambie, le Guinée-Bissau, le Mali et la Mauritanie. Les participants ont tous salué ce discours qui a mis en avant les activités de la Suisse dans le domaine de la promotion de la paix au Sahel et sa volonté de participer de manière active à la mise en place de dialogue inclusif pour la transformation des conflits et la prévention de la violence.

L'objectif de cette quatrième Plateforme Sahel était d'examiner la situation actuelle dans la région dans les domaines de la sécurité, du politique et du religieux, de mesurer l'impact des rapports inter- et intra-confessionnels sur les dynamiques de violence et de paix et d'évaluer l'état actuel de la cohésion sociale dans les pays de la région. Enfin, il s'agissait de faire le suivi et l'évaluation des projets et initiatives concrètes initiés lors des dernières Plateformes Sahel tenues à Nouakchott (2014 et 2015) et à Caux (2016) et des autres activités de la FCG et du DFAE dans le domaine de la transformation de conflits. Outre le suivi des projets et l'examen du contexte, ces rencontres visent également à identifier les nouvelles lignes de tension et les fractures confessionnelles et ethniques, entre autres, et à dégager des pistes favorisant leur réduction. C'est également une occasion privilégiée permettant d'approfondir la réflexion sur d'autres tensions moins connues et parfois plus anciennes, qui sont aujourd'hui une réalité vécue dans certains pays de la région.

C'est dans ce cadre que la situation au Nigéria, au Tchad, en Mauritanie et particulièrement au Mali, ont fait l'objet d'intenses et riches discussions. Ces dernières ont démontré le professionnalisme des personnes présentes, le grand respect et la confiance mutuelle que se vouent les participants.

Il est à noter que cette dynamique, porteuse d'espoir pour la région, est la résultante de l'important travail effectué par la FCG et le DFAE auprès des acteurs locaux depuis 2014. Cette maturation de l'action de la FCG et du DFAE pourrait être transformée en une synergie active regroupant les chefs traditionnels, les acteurs religieux et les représentants des organisations de la société civile (OSC) pour une promotion du dialogue et de la paix, à travers des actions de médiation.

I. Contexte et discussions

Nigéria

Deux des participants, des chercheurs nigériens travaillant sur la problématique du groupe Boko Haram, ont présenté le processus de recherche-action enclenché avec la FCG et le DFAE depuis 2015. Ils ont relevé que le Nigéria demeure en proie aux attaques menées par ce groupe violent à référence religieuse, faisant de nombreuses victimes, notamment parmi la population civile. Selon eux, les efforts menés par le gouvernement nigérien ont certes commencé à porter leur fruit, mais la violence à connotation religieuse entretenue par ce groupe demeure assez inquiétante. Dans les zones reculées, notamment dans une partie de la forêt de Sambiza, traqués par une coalition de militaires nigériens, tchadiens et nigériens, les éléments de Boko Haram continuent à mener des expéditions meurtrières. C'est également le cas dans les différents pays de la région, notamment au Nigéria et au Niger. Des enfants, notamment des jeunes filles, dont certains avaient été enlevés par le groupe, continuent d'être maintenus en captivité. Ils sont en outre souvent utilisés dans des opérations suicides menées par le groupe.

Selon les deux chercheurs, les négociations qui seraient en cours entre le gouvernement et certains segments de Boko Haram seront longues et lentes à produire des effets, vu les divisions auxquelles le mouvement Boko Haram fait face. Celui-ci se serait en effet scindé en trois groupes, dont le plus sanguinaire reste celui dirigé par Abubakar Shekau, qui a fait allégeance à l'Organisation de l'Etat Islamique (OEI, Daech). Les deux autres, perçus comme moins extrêmes, auraient intégré le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (ex-Aqmi et Ançar Dine).

Les intervenants ont préconisé la poursuite des efforts de dialogue avec les membres du groupe qui accepteraient de déposer les armes et de réintégrer la société. Ceci devrait se faire selon eux dans le cadre d'un programme spécifique que le gouvernement nigérien et ceux de la région devraient mettre en place pour tarir la source de recrutement en faveur de Boko Haram. D'où l'importance du projet sur les récits constructifs (*constructive narratives*) en cours de réalisation par ces deux chercheurs, et qui feront l'objet d'un atelier de validation à Abuja les 16 et 17 mai 2017.

Tchad

Plusieurs points d'inquiétude ont été soulevés par les participants tchadiens. La question des règlements de compte entre de hauts gradés (généraux) de l'armée, proches tribalement du Chef d'Etat, a été évoquée comme source de grande inquiétude par un représentant de la société civile et de la scène politique tchadienne. Deux sous-clans du grand groupe Zagawa, dont la plupart des détenteurs du pouvoir sont issus, s'affronteraient, depuis février 2017, dans les casernes et dans l'arrière-pays. Les violences ont été enclenchées par le meurtre d'un général de la garde présidentielle, du clan Goran, par un autre d'un second clan plus proche du président de la république. Les règlements de compte qui s'en sont suivis rappellent, disent les intervenants, « une vendetta tribale de type moyenâgeux dans le désert ».

Cette situation pourrait présenter le risque d'une guerre d'usure que se livreront les deux groupes à l'infini, et compte tenu du fait qu'elle surgit au sein même de l'élite de l'armée (la Garde présidentielle), le risque de replonger le pays dans un cycle de violence incontrôlée s'accroît.

A cette situation s'ajoute, selon les intervenants, la persistance de fortes tensions intramusulmanes entre Salafis (Ansar as-Sunna) et Soufis (Tidjanis) qui continuent de miner la cohésion au sein du plus grand groupe confessionnel dans le pays. Toutes les démarches à ce jour visant à rapprocher le Conseil supérieur des affaires islamiques (CSAI) des protagonistes salafistes d'Ansar as-Sunna, ont échoué. Les participants tchadiens ont néanmoins reconnu la nécessité d'établir un tel dialogue, et les participants régionaux les ont encouragés dans ce sens.

Des tensions intra religieuses naissantes au sein du groupe chrétien, notamment du côté des protestants, ont également été évoquées par les participants. Ces tensions se traduisent par l'apparition de nouvelles formations, notamment Pentecôtistes, évoluant en dehors de tout cadre. Elles essaient aussi bien à N'Djamena que dans les régions du sud du pays à forte concentration de population chrétienne. L'apparition de nouvelles églises non affiliées aux courants traditionnels (i.e. protestants et catholiques) qui régulaient jusque-là le paysage confessionnel chrétien, constitue une potentielle ligne de tension.

En sus des points évoqués précédemment, s'ajoutent d'autres tensions intercommunautaires, consécutives aux conflits traditionnels mal régulés par l'Etat. Il s'agit, entre autres, des clivages entre éleveurs (souvent musulmans et originaires du nord) et agriculteurs (souvent chrétiens et habitant le sud).

Toutefois, les participants ont été unanimes à noter qu'il n'y a pas de tensions particulières entre Musulmans et Chrétiens.

Enfin, les intervenants ont recommandé aux chefs religieux tchadiens présents de tout mettre en œuvre pour que soient contenues les actions de règlements de comptes entre Zagawa et Goran et que de nouvelles pistes soient identifiées et explorées par eux pour réduire les tensions inter et intra religieuses, afin de raffermir la cohésion sociale dans le pays.

Mali

Les participants issus de ce pays ont déploré la dégradation continue de la situation sécuritaire au nord et au centre du pays. Ils notent, unanimement, la prolifération de groupes armés et leur multiplication et observent, également, que la violence s'étend, de plus en plus, vers le centre du pays. Cette situation tend à créer une nouvelle ligne de démarcation entre le sud et le centre, accentuant celle qui existait déjà entre le sud et le nord. Aujourd'hui, soutiennent les participants maliens, la grande crainte est de voir la violence s'installer au cœur du sud malien jusque-là relativement épargné, en faveur d'actions sporadiques menées à Bamako et dans des villages sur la ligne frontalière avec le Burkina Faso.

Ces violences sont exacerbées par la présence de groupes armés violents à référence religieuse, mais aussi par celle de groupes communautaires constitués en milices, souvent avec la bénédiction de l'Etat, grand absent du théâtre des opérations dans la zone selon les participants maliens. En outre, la présence sporadique de l'Etat à travers l'armée ne contribuerait point à dissuader les groupes armés, soutient un participant du centre malien. Au contraire, l'armée malienne serait même « un vecteur de la déstabilisation de la zone par les exactions inouïes qu'elle commet aveuglement contre des populations civiles Peulhs au centre du Mali, tout comme elle l'avait fait dans les années 90 contre celles Touarègues et Arabes du Nord », selon un autre participant originaire du Nord.

A cette violence s'ajoute celle consécutive aux litiges entre éleveurs (Peulhs) et cultivateurs (Bambaras) qui n'arrivent plus à être régulés par les mécanismes traditionnels locaux, sapés par la grande crise de confiance qui s'est installée entre les communautés de la zone. Cette méfiance serait née, selon un intervenant, d'accusations de soutien aux « jihadistes » proférées contre les Peulhs par les Bambara et certains segments du pouvoir et de l'armée malienne.

A cette dégradation sécuritaire s'ajoute le retard dans l'application de l'Accord d'Alger de juin 2015. Selon les intervenants, la mise en œuvre de l'accord peinerait à se réaliser pour plusieurs raisons, parmi lesquelles l'exclusion d'acteurs incontournables dans toute solution à la crise malienne. Les participants s'étonnent en effet du refus des autorités d'engager un dialogue direct avec les mouvements violents maliens à référence religieuses, Ansar ed-Dine et le Front de libération du Macina, dirigés respectivement par Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa. Pourtant, notent les participants, la dernière Conférence d'entente nationale (CEN) qui s'est déroulée du 27 mars au 2 avril 2017, à Bamako, avait adopté une recommandation dans ce sens. Ils regrettent que la France et l'Allemagne aient exprimé, par la voix de leurs ministres des affaires étrangères qui ont conjointement visité le Mali en avril 2017, leur ferme opposition à tout dialogue avec les leaders maliens des groupes armés en présence.

Au cours des débats sur le Mali, deux chercheurs chargés de mener une étude intitulée « Religion, Politique et Processus de Paix au Mali » ayant pour objectif une actualisation de la cartographie des acteurs politiques à référence religieuse au Mali et l'identification des points d'entrées pour des actions de transformation de conflit, ont présenté leur plan de recherche. Suite à leur exposé, il leur a été recommandé d'être plus précis dans leur démarche méthodologique. Celle-ci devait consister, essentiellement, à identifier les parties prenantes dans les dynamiques violentes, le processus de dialogue et d'identifier leurs réseaux et bases. Il leur a été conseillé d'approcher les acteurs, de manière inclusive, pour comprendre leur lecture actuelle du conflit et les points de contentieux qu'ils mettent en avant, ainsi que leurs propositions opérationnelles pour la résolution de ces tensions (revendications, positions, relations avec les instances politiques/religieuses/traditionnelles, scolarisation). D'autres types de régulations ont été évoqués comme le rôle des cadis traditionnels dans le système judiciaire local, la fonction et la régulation des écoles coraniques, la représentation participative des groupes sociaux se disant marginalisés, le processus d'intégration, DDR, entre autres.

L'objectif est donc d'aboutir à ce que la prochaine étape permette de développer une hypothèse de travail crédible qui servirait de guide dans un processus de dialogue et d'échanges impliquant les différentes parties prenantes.

Les participants à la Plateforme ont exhorté les Maliens à plus d'engagement afin d'impliquer davantage les acteurs sur le terrain, notamment les chefs religieux et les notabilités traditionnelles, dans des processus locaux de médiation et de raffermissement de la cohésion sociale. Cette dernière démarche ciblerait surtout les communautés (Peulhs, Bambara, Songhai, Arabes et Tamacheks) afin d'éviter l'embrasement de tout le Mali.

Enfin, ils ont salué les actions menées par le Haut Conseil Islamique du Mali (HCI) en vue d'encourager le dialogue et la réconciliation nationale, même si beaucoup de choses restent à faire sur le terrain, notamment au niveau des communautés locales.

Mauritanie

Les participants de ce pays ont présenté une situation qui demeure caractérisée par une crise politique récurrente, marquée par l'absence d'un dialogue inclusif entre les acteurs politiques et l'apparente obstination du gouvernement à faire passer des amendements constitutionnels qui divisent profondément jusqu'à la majorité parlementaire.

L'opposition politique dite radicale demeure en dehors du processus politique. Ses appels à un dialogue général et inclusif sont rejetés par le pouvoir, malgré des crises multiples touchant de nombreux secteurs. La crise sociale et économique est caractérisée par le chômage massif des jeunes, la rudesse des conditions de vie et la paupérisation, de plus en plus perceptible, des populations urbaines. Une manifestation organisée par les jeunes, en avril 2017 à Nouakchott, pour réclamer l'accès équitable aux services de base et à l'emploi avait été sévèrement réprimée. Les organisateurs de cette manifestation ont été arrêtés et jugés de manière expéditive. Condamnés, ils ont fini par être libérés sous caution. Cette situation entretient une ligne additionnelle de tensions avec la jeunesse mauritanienne.

Cette situation tendue et conflictuelle se trouve également être aggravée par la persistance de tensions intra- et inter-ethniques consécutives aux difficultés liées à la cohabitation raciale dans une société largement traversée par des clivages ancestraux et fondée elle-même sur le très ancré système des castes et de l'esclavage.

Les récentes émeutes des 1^{er} et 2 mai 2017, provoquées par la décision du gouvernement de mettre en application une nouvelle loi contestée sur le transport, ont mis au grand jour la fragilité du tissu social du pays. Les manifestants avaient saccagé, brûlé et vandalisé les biens des civils, visiblement ciblés pour leur appartenance ethnique ou sur la base de la couleur de leur peau. Ces actes sont révélateurs d'un mal être et d'une lassitude vis-à-vis du système politique et social en vigueur.

Les panelistes Mauritaniens ont longuement expliqué les nombreux dysfonctionnements au niveau de la gouvernance et la persistance de pratiques discriminatoires sur de multiples bases qui ne répondent pas aux normes naturelles et démocratiques de la citoyenneté. Selon eux, la persistance de pratiques esclavagistes, la discrimination raciale et sur la base de la classe sociale sont des récurrences pouvant conduire à l'implosion du pays.

Sur les lignes de fractures à connotation religieuse, les panélistes notent la poursuite de l'éclosion d'un courant chiite, jusque-là très limité dans son expansion. Combattu et encore tenu en sourdine par tous les autres courants religieux coalisés (sunnites et sufis), il reste discret. En effet, ses adeptes tiennent quelques Haouza (5) à Nouakchott et ne semblent pas être bien organisés.

Un thème récurrent des discussions sur la Mauritanie et transversal aux différentes Plateformes Sahel est celui de la position de la Mauritanie vis-à-vis des actions armées dans la région. Une fois encore, les discussions se sont orientées sur le fait que la Mauritanie aurait su garder une position de neutralité par rapport à ces actions, se trouvant ainsi épargnée par des actions violentes de groupes violents à référence religieuse sur son sol.

Selon les participants mauritaniens en effet, le dialogue mené en 2011 avec des combattants de ces groupes, et par l'intermédiaire des oulémas et érudits locaux, semble avoir eu un effet positif sur la situation sécuritaire du pays. Toutefois, il semblerait, selon eux, que la Mauritanie

demeure un environnement propice à la diffusion d'idées radicales, des idées qui seraient aujourd'hui jugulées par une forte vigilance de l'Etat et une réserve affichée du clergé sunnite traditionnel.

Les participants à la Plateforme ont marqué leur étonnement d'entendre parler d'esclavage, de castes et de racisme dans un pays musulman et multiculturel ayant la réputation d'être la pépinière du savoir religieux et spirituel dans la région. Ils ont appelé les Mauritaniens à s'investir pleinement dans un travail de sensibilisation et de rapprochement des individus pour le bien-être de tous, dans un système juste et égalitaire qui garantisse le respect des droits et spécificités de chacun.

Sénégal

Les deux participants sénégalais ont brièvement présenté la situation du paysage religieux sénégalais et son impact sur la cohésion sociale dans le pays. Il ressort de cette présentation qu'il n'y a pas, selon eux, de tensions particulières entre musulmans et chrétiens, ni de fractures affichées entre les trois grandes voies soufies présentes dans le pays (Tidjanes, Kadiri et Mourides). Le courant chiite, qui commence à s'implanter fortement dans certaines zones, grâce à l'appui affiché de l'Ambassade d'Iran et son Centre culturel iranien à Dakar, semble également toléré. Il y aurait, à ce jour, entre 30'000 et 50'000 chiites sur une population de 15 millions d'habitants. Cependant, la présence de plus en plus visible de différents courants salafistes (le nombre de partisans étant difficilement quantifiable) qualifiés d' « offensifs » au regard de leurs discours sur le dogme (*Aqida*), attire l'attention et pourrait attiser des tensions. Toutefois, il est important de souligner la mesure de la société sénégalaise vis-à-vis des questions de diversité religieuse. En effet, des acteurs religieux soufis auraient établis un dialogue avec certains courants salafis prêts au dialogue, reconnaissant par là qu'il faut établir une distinction entre différents courants.

II. Avancement des projets et prochaines étapes

Nigéria

Le projet de recherche sur les récits constructifs (*constructive narratives*) mené par deux chercheurs nigériens a enregistré un bon avancement. Le but de ce travail est d'identifier les références sur lesquelles Boko Haram (BH) base ses discours, ses récits et son idéologie et de les débattre de manière critique. Cette remise en question des éléments de langage de BH passe, notamment, par la discussion de questions soulevées par BH du point de vue de juristes salafis.

Dans ce cadre, les chercheurs ont produit un premier papier intitulé « *A critical discourse of BH's Ideology* ». Il aborde les cinq thèmes principaux de cette recherche, à savoir : l'éducation, le *djihad*, la démocratie, travailler pour un gouvernement séculier (fonctionnariat) et le *takfir*. La version pré-finale de ce document sera présentée à un comité technique pour validation. Produit en hausa et traduit en anglais, ce document qui déconstruit les fondements religieux sur lesquels le groupe base son action violente devrait aussi être traduit en langue arabe afin d'être accessible au plus grand nombre de *ulema*, et de jeunes, cibles privilégiées de Boko Haram.

Une rencontre pour finaliser le travail et les voies de sa dissémination, de sa distribution et de sa large diffusion est prévue à Abuja les 16 et 17 mai 2017.

Tchad

Les activités de la FCG et du DFAE au Tchad sont principalement de rendre compte de la diversité des acteurs confessionnels et de traiter les potentielles tensions entre ces derniers. Dans ce cadre, un projet visant à mettre sur pied un mécanisme d'Alerte Précoce et d'Intervention Rapide a été lancé, en collaboration avec le programme « Culture and Religion in Mediation » (CARIM) du Center for Security Studies (CSS) de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (ETHZ). Il a été décidé de donner un appui en matière de formation au Centre Almouna de N'Djamena. La formation sur les dispositifs d'alerte précoce et d'intervention rapide, qui a été délivrée du 17 au 21 octobre 2016, a permis d'approfondir deux formations préalables à savoir une introduction à la transformation de conflit et à l'alerte précoce et l'intervention rapide, dispensées par le CSS et la CFG en septembre 2014. Le projet est toujours en cours de consolidation et au regard des défis que présente la mise en place d'un tel dispositif (du point de vue de l'inclusivité notamment), il a été décidé d'organiser un atelier stratégique regroupant les différentes institutions impliquées dans ce projet (DFAE, CARIM, FCG) et les partenaires locaux, en particulier la Centre Almouna. Cet atelier se tiendra le 29 mai 2017. Un rapport sera produit et présentera les prochaines étapes de la mise en place du dispositif.

Un autre projet sur le rapprochement entre organisations d'obédience religieuse travaillant dans le domaine humanitaire est en cours de consolidation. Une mission d'un représentant de la FCG et d'une représentante du DFAE a été organisée fin avril et début mai. Elle a permis de faire un état des lieux des relations entre ces différentes organisations, de se familiariser avec leur manière de travailler et de dégager des potentielles pistes de collaboration et mise en place d'activités conjointes. Ce projet vise plus d'efficacité dans la pratique de l'action humanitaire au Tchad en considérant l'ensemble des acteurs sur le terrain et les principaux bailleurs de fonds internationaux. Il s'agit, entre autres, de traiter les stéréotypes liés à l'action des uns et des autres et de rentrer dans une logique de dialogue et de coopération plutôt que de division. Une des pistes évoquées à l'issue de cette mission serait de faire travailler les différentes organisations ensemble au niveau local. Pour ce faire, et afin de développer un plan concret de travail commun et inclusif, il a été décidé d'organiser un atelier regroupant les principales organisations caritatives et bailleurs de fonds internationaux qui pourront ainsi exprimer leur point de vue sur cette approche. Cette question n'a pu être abordée en plénière, faute de temps. Néanmoins, des discussions constructives se sont tenues en parallèle de la Plateforme de Dakar.

Les discussions sur le Tchad lors de la séance plénière ont été intenses. Elles ont permis de dégager des pistes potentielles de travail sur la question des tensions entre communautés et courants religieux. Les participants tchadiens ont notamment évoqué la persistance du blocage au niveau du dialogue entre le Conseil supérieur des affaires islamiques (CSAI) et les leaders du groupe Ansar as-Sunna. Les démarches menées, conformément aux recommandations de la rencontre de Caux 2016 n'ayant pas abouti, les membres des deux groupes présents ont préconisé la poursuite des efforts.

Mali

Les participants Maliens qui s'étaient engagés, lors des rencontres précédentes de la Plateforme Sahel (Nouakchott 2015 et Caux 2016), à développer un plan d'action collective visant à mobiliser les acteurs religieux du pays pour contribuer à la réconciliation nationale, ont conclu à l'échec de leur démarche. Ceci est dû à plusieurs raisons, dont l'absence de communication

entre les membres et l'impossibilité pour certains de se déplacer vers le sud (pour ceux qui vivent au nord) ou vers le nord (pour ceux qui vivent au sud).

Vu l'important travail mené par le Haut conseil islamique (HCI) en vue de promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale, il a été convenu que cette instance reprenne le lead de l'action et tente, ultérieurement, de remettre la question de l'action collective sur la table, en priorité, pour faire face à l'inquiétante situation qui prévaut actuellement dans le centre du pays.

Cette démarche intègre la recommandation pressante des participants à la Plateforme Sahel de Dakar de faciliter un éventuel dialogue avec les mouvements armés à référence religieuse du nord (Iyad Ag Ghali) et du centre (Amadou Koufa), conformément aux résolutions de la Conférence d'entente nationale (CEN). Au regard de cette recommandation et faisant écho à la présentation de la méthodologie de l'étude « Religion, Politique et Processus de Paix » pour laquelle les deux chercheurs maliens ont été mandatés, une précision des objectifs et du cadre de cette étude ont été demandés par l'ensemble des participants. Ils ont en effet fait, entre autres, les remarques suivantes : attention à ne pas rentrer dans une approche trop théorique omettant la pratique et donc les actions concrètes ; identifier les acteurs clés avec qui un dialogue serait possible, notamment dans l'esprit des travaux de la CEN ; aborder la question des alternatives à la violence et enfin identifier la place et le rôle de l'Islam dans la société (rôle des *qadi* – juges traditionnels, places des écoles coraniques, entre autres), en particulier au nord et au centre et son impact sur la compatibilité de cette place avec la nature laïque de l'Etat malien. Dans cette optique et suivant les discussions en plénière, l'étude a été réorientée de la manière suivante :

- Procéder à quelques cas d'étude bien spécifiques : choisir pour cela quelques localités, au centre et au nord (par exemple Ségou et Mopti), importantes dans le cadre du processus de paix au Mali et compte tenu du risque d'une recrudescence de la violence dans ces régions ;
- Réactualiser la cartographie des acteurs politiques, religieux et issus de la société civile qui ont été identifiés lors de la mission 2015 à Bamako et élargir le scope au centre et au nord par une cartographie des nouveaux acteurs clés ; acteurs appartenant en particulier au Front de Libération de la Macina, à l'Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peuhle et aux mouvements du nord. Il conviendra d'identifier : leur lecture actuelle du conflit et des points de contentieux, ainsi que leurs propositions opérationnelles pour la résolution de ces tensions (revendications, positions, relations avec les instances politiques/religieuses/traditionnelles, scolarisation).

Cette approche qui s'inscrit à la fois dans une analyse dynamique de la perception des acteurs du point de vue (1) des éléments de contentieux et de conflits actuels et (2) de leur vision relative à la place de l'Islam, la gouvernance, le traitement du passé et qui fait le lien avec la recommandation faite lors de la CEN nationale, permettra de sortir avec des recommandations d'action opérationnelles pour le court terme, susceptibles de diminuer la violence au nord et au centre (dialogue, médiation, par exemple).

Les équipes de la FCG et du DFAE continueront à faire le suivi du bon déroulement de l'étude avec les chercheurs maliens durant tout le temps imparti pour ce travail. Une première ébauche est prévue pour le 12 juin 2017.

Mauritanie

Le bilan des activités menées jusque-là par les membres de l'Espace diversité et citoyenneté (EDC) en vue de rapprocher les communautés en Mauritanie à travers les échanges, les discussions et les débats entre jeunes et intellectuels issus de différentes couches socio-culturelles du pays, a été salué par les participants. L'EDC a commencé la mise en œuvre du plan d'action développé lors de la formation en transformation de conflits et journalisme pour la paix, délivrée par les formateurs de la FCG en février 2017. Les premiers résultats de cette mise en œuvre sont encourageants.

L'EDC envisage, en outre, de mettre en place un ambitieux programme de formation sur le journalisme pour la paix avec la FCG. Ce projet intitulé « contribuer à la réduction des tensions intercommunautaires à travers des médias inclusifs et représentatifs en Mauritanie », est encore en recherche de fonds ; mais la formation délivrée pour les membres de l'EDC et grâce aux soutiens financiers d'une commune genevoise représente une première étape dans sa réalisation. L'objectif de ce projet étant d'amener les journalistes mauritaniens à se familiariser avec les méthodes de couverture et de présentation qui privilégient le rapprochement entre communautés, encouragent le dialogue, la paix, la non-violence, et la reconnaissance de la diversité au sein de la société mauritanienne.

III. Recommandations

- Transformer la maturation, la familiarité et la confiance établie entre des participants aux différentes Plateformes Sahel en une synergie au service de la culture du dialogue et de la paix à travers des activités de médiation ;
- Finaliser le travail de recherche sur Boko Haram et les *constructive narratives*. Puis, passer à l'étape de dissémination pour mieux accompagner le recul notable du groupe dans les pays de la zone et favoriser la baisse des enrôlements par le mouvement ;
- Poursuivre les démarches visant à rapprocher les protagonistes du paysage religieux tchadien ;
- Recadrer la recherche de terrain en cours au Mali afin de dégager des pistes de travail concrètes et opérationnelles à même de relancer la synergie de l'action collective des acteurs locaux maliens, la réconciliation nationale et pour faciliter le dialogue inter-malien. Après rendu du produit final de l'étude et selon les résultats de cette dernière, évaluer dans quelle mesure l'hypothèse de travail évoquée précédemment, à savoir la mise en place d'un dialogue national incluant l'ensemble des acteurs en présence et selon les recommandations de la CEN, peut-être développée. Si la décision est prise de lancer un tel processus, tester au préalable l'idée auprès des différentes parties prenantes.
- Encourager l'EDC dans ses activités et démarches en poursuivant le plaidoyer pour le financement et le lancement du projet intitulé « contribuer à la réduction des tensions intercommunautaires à travers des médias inclusifs et représentatifs en Mauritanie ».